

La Colombie semble ne pas écouter



Par Roberto Morejón

La réponse brutale du gouvernement face aux protestations et aux mobilisations en Colombie a révélé au monde un pays militarisé, avec des agents en uniformes et des sicaires.

Des organisations de défense des Droits de l'homme parlent d'environ 50 morts et de milliers de blessés, notamment à cause des excès commis par la police et les gangs sous l'ombre.

Étant donné que le gouvernement considère les opposants comme des vandales ou des terroristes, le redoutable escadron anti-émeute ESMAD a le feu vert pour l'intimidation et l'extermination.

Les réseaux sociaux diffusent de nombreuses preuves des brutalités de la police, un instrument du ministère de la Défense, considérée par les Colombiens comme une structure militaire.

Elle est responsable, tout comme les groupes paramilitaires, de disparitions, de tortures et même de la création de fosses communes.

Entre le 28 avril et le 18 mai, le Mécanisme de Recherche d'urgence en Colombie a enregistré 548 personnes présumées disparues, dont 261 ont été localisées et du reste on n'a pas de nouvelles.

Plusieurs entités ont publié un rapport dénonçant des lieux utilisés pour les détentions, la torture et même les disparitions de manifestants à Cali, l'une des villes les plus bouleversées.

Mais, Cali n'est pas la seule ville où l'extrémisme s'installe, il s'est étendu également vers Buenaventura, la principale sortie vers l'Océan Pacifique, où circulent 40% du commerce national et une partie de la cocaïne envoyée vers l'Amérique Centrale.

À Buenaventura, dont la plupart de la population est formée par des afro-descendants, on a enregistré officiellement en 2021, 44 meurtres, 8000 déplacés et 13 disparitions forcées.

Face à la vague de terreur en Colombie, la communauté internationale a appelé à une évaluation rapide et équitable, mais le gouvernement et les organes judiciaires à son service font comme s'il s'agissait de terroristes, manipulés par des leaders opposants ou depuis l'extérieur.

Comme si une seule personne pouvait mobiliser des milliers de Colombiens pendant tant de semaines au milieu d'une répression si brutale...

Tout comme le président Iván Duque et son mentor Álvaro Uribe ont ignoré et boycotté les accords de paix avec les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (déjà disparues), ils préfèrent ignorer aujourd'hui les justes revendications de leurs compatriotes, parmi lesquelles la cessation de la violence physique.

Parce que tel que l'affirme la chanteuse colombienne Adriana Lucía « celui-ci est un pays qui n'écoute pas ».

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/258859-la-colombie-semble-ne-pas-ecouter>



Radio Habana Cuba